



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 03 Octobre – 10 Novembre 2022

En bref

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a de nouveau augmenté son taux d'intérêt directeur, ce jeudi 10 novembre, pour le porter au record historique de 10 % (cf. Graphique 1, Annexe). Il s'agit de la 4^{ème} hausse consécutive de 75 points de base (pdb), et de la 12^{ème} hausse depuis le début du cycle de resserrement monétaire en juin 2021. Au total, le taux de référence a été augmenté +600 pdb, dont 450 cette année. Comme mentionné lors

des précédents communiqués de la Banque centrale, cette nouvelle hausse de taux suit celle de la Réserve Fédérale, qui a eu lieu le 2 novembre. Pour la première fois depuis le mois de juin, la décision du Conseil des gouverneurs n'a pas été unanime, certains gouverneurs ayant voté pour une hausse de 50 pdb. Les marchés s'attendent à une prochaine hausse de taux en décembre, qui porterait le taux à 10,5 %.

LE CHIFFRE À RETENIR

10 %

Taux d'intérêt directeur de la Banque centrale du Mexique ce jeudi 10 novembre

Zoom sur

Selon la Banque mondiale, en raison du changement climatique, près de 5,8 millions d'individus de la région CA-4 (Guatemala, El Salvador, Honduras, et Nicaragua) basculeraient vers l'extrême pauvreté d'ici 2030. Le vice-président de la Banque mondiale pour la région Amérique latine et Caraïbes, Carlos Felipe Jaramillo, a souligné qu'un soutien serait nécessaire pour renforcer la résilience du secteur agricole et pour augmenter les investissements dans l'innovation. Il a également mentionné, parmi les grands défis actuels, la décarbonisation de l'économie, qui permettrait à la région de tirer parti de ses ressources en lithium et en cuivre, matériaux cruciaux pour la construction de véhicules électriques et autres technologies bas carbone. Finalement, il a souligné qu'augmenter la production d'énergies vertes permettrait à la région d'exporter davantage de marchandises produites de manière durable, c'est-à-dire sans utiliser de combustibles fossiles. Étant donné que ces produits font l'objet d'une demande croissante, ils pourront par conséquent être vendus à un prix plus élevé.

Mexique

1. ECONOMIE

Un éventuel arrêt du cycle de resserrement monétaire, avant celui de la Fed, aurait un impact négatif sur la stabilité du peso face au dollar. En effet, si Banxico arrêterait son cycle de hausse de taux avant la Fed, le différentiel (de 600 pnb) risquerait de se réduire, alors que celui-ci a notamment permis au peso de rester stable face au dollar depuis le début du cycle, dans une fourchette de 19,5 à 21,5 pesos par dollar.

L'inflation du mois d'octobre, à 8,41 % en g.a, surprend à la baisse. L'indice national des prix à la consommation a décéléré en octobre et enregistré une variation annuelle de +8,41 %, après une variation de +8,7 % en août et en septembre (cf. Graphique 1, Annexes). Cependant, les pressions de l'inflation de base ne se relâchent pas (+8,42 % g.a en octobre), selon le rapport de l'Indice National de la Statistique et de la Géographie (INEGI), publié ce mercredi 10 novembre. L'inflation est sortie de la cible de la Banxico (de 3 % +/- 1 pp) depuis 20 mois, et n'y retournerait pas avant le T4 2024, selon le FMI.

Le Mexique connaît l'inflation énergétique la plus faible des pays de l'OCDE. Le programme de lutte contre l'inflation du Mexique, comprenant des subventions sur l'essence, a permis de maintenir les prix de l'énergie dans des fourchettes stables. En septembre 2022, l'inflation énergétique a été la plus faible des pays de l'OCDE, à 6,3 % (contre une moyenne à 28,8 %). Malgré cette bonne performance, les prix des denrées alimentaires ont quant à eux fortement augmenté. En effet, en septembre, le pays a enregistré l'un des 18 taux d'inflation alimentaire les plus élevés parmi les membres de l'OCDE, bien qu'en-deçà de la moyenne (14,6 % contre une moyenne à 15,3 %, en g.a).

Selon la Banque Intraméricaine de Développement (BID), l'austérité budgétaire en vigueur depuis le début du mandat d'Andrés Manuel Lopez Obrador a freiné les objectifs du Mexique en matière d'adaptation au dérèglement climatique. Dans le cadre du sommet de la COP-27, la BID a présenté le rapport sur l'adaptation à long terme au changement climatique en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Dans le cas du Mexique, le rapport montre que ces dernières années, les financements ont été trop limités. La BID recommande ainsi aux institutions locales (Secrétariat au bien-être notamment) de souligner les avantages sociaux de l'adaptation, pour susciter l'engagement et attirer les ressources nécessaires.

Selon le FMI, la Banque centrale du Mexique devrait poursuivre son cycle de resserrement monétaire à moyen terme. Cette politique permettrait de faire face aux pressions inflationnistes internes et externes, lesquelles accroissent le risque d'instabilité politique et sociale, dans un contexte d'inégalités croissantes et d'aggravation de la criminalité. Selon le FMI, l'escalade des prix est confrontée à des risques qui doivent être dûment communiqués au marché, en soulignant qu'il existe une incertitude importante quant à la trajectoire de l'inflation en 2023, et que la politique de Banxico fera le nécessaire à ce sujet.

Selon le FMI, l'informalité croissante serait un facteur de risque pour la monnaie numérique de Banxico. L'informalité qui prévaut sur le marché du travail mexicain serait en effet un facteur de risque pour la gestion d'une monnaie numérique telle que prévue par Banxico, qui a pour but de promouvoir l'inclusion financière et la numérisation des paiements. En effet, l'informalité représente un risque pour le système financier dans son ensemble.

Au mois d'octobre, l'emploi formel a connu la plus forte hausse mensuelle jamais enregistrée. Le nombre de personnes assurées auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale a atteint 21,6 M, ce qui représente une hausse de 208 000

personnes environ, pour le seul mois d'octobre. La création cumulée d'emplois depuis le mois de janvier atteint le nombre de 997 000, dont 73 % correspondent à des emplois permanents. Sur les emplois générés au cours du mois d'octobre, 30 % concernent le secteur du commerce, 20 % le secteur de la construction, et 16 % le secteur de services aux entreprises. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans l'Etat de Mexico, suivi de Jalisco et du Nuevo Leon.

La confiance des consommateurs a stagné au cours du mois d'octobre, selon les données de l'INEGI. L'indicateur de confiance des consommateurs a stagné au mois d'octobre à 40,99. Selon l'INEGI, ceci serait dû à la diminution de trois de ses six composantes : (i) la situation économique attendue ces 12 prochains mois, (-0,4 point) ; (ii) la situation économique actuelle (-0,1 point) ; et (iii) les possibilités d'achat de meubles et d'appareils ménagers (-0,1 point). En revanche, une amélioration de 0,3 point de la composante relative à la situation financière future des ménages a été observée.

2. FINANCES PUBLIQUES

Selon l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF), les modifications apportées à la Loi sur le Budget Fédéral et la Responsabilité Fiscale sont préoccupantes. L'IMEF a précisé que ces modifications représenteraient un danger pour les finances publiques et un risque pour la stabilité macroéconomique du Mexique, notamment dans le contexte mondial actuel. L'organisme a souligné quatre principaux risques dans le Budget fédéral 2023 : (i) les hypothèses macroéconomiques sont très optimistes, principalement en ce qui concerne la croissance prévue du PIB (3 %, contre 1,15 % selon le FMI), ce qui pourrait entraîner une surestimation importante des recettes ; (ii) les cibles budgétaires sont assouplies (avec un déficit public à 3,6 % du PIB) ; (iii) les dépenses publiques augmenteraient de 11,6 % en termes réels par rapport à 2022 ; (iv) les ressources

allouées aux projets emblématiques de l'administration AMLO sont élevées, alors que leur rentabilité financière et sociale est douteuse, selon l'organisme.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

La dette de l'entreprise nationale d'électricité (CFE) a augmenté de plus de 20 % (g.a) au T3 2022. Selon Manuel Bartlett, directeur général de la CFE, une grande partie de la dette de l'entreprise est réinvestie dans des projets productifs, tels que des centrales ou la création de nouveaux réseaux de transmission. La compagnie aurait investi quatre fois plus que l'an dernier, et ce malgré l'augmentation des dépenses liée à la hausse des prix du carburant.

Le Canada serait préoccupé par le climat d'investissement du Mexique. Le gouvernement canadien a fait part à R. Buenrostro, secrétaire d'Etat à l'Economie, de ses préoccupations quant au climat d'investissement au Mexique, notamment dans le secteur de l'énergie, où une plainte officielle a déjà été déposée. En effet, lors de la première rencontre entre la ministre canadienne du Commerce international, Mary Ng, et Raquel Buenrostro, la représentante canadienne a réitéré son engagement à continuer de bâtir sur les solides relations de commerce et d'investissement entre le Canada et le Mexique. Elle a toutefois évoqué le différend commercial actuel sur les questions énergétiques, au regard des consultations en cours sur le T-MEC, au sujet des mesures de réformes du secteur de l'énergie mexicain.

Les Etats-Unis demandent au Mexique d'agir rapidement pour résoudre le différend lié au secteur de l'énergie. Les discussions officielles durent depuis 100 jours désormais. Selon Kenneth Smith Ramos, ancien négociateur en chef du T-MEC, il serait important que les représentants mexicains indiquent si l'administration changera ou non de position sur le différend énergétique. Ceci serait décisif pour

le gouvernement étatsunien, qui déciderait ainsi entre la création d'un groupe de règlement des différends, ou la poursuite du dialogue avec le Mexique, pour tenter de trouver une solution en amont du sommet des dirigeants nord-américains, qui aura lieu en décembre prochain.

4. Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 10/11
Bourse (IPC)	-0,63%	-3,01%	50545,76 points
Change USD/MXN	-0,36%	-5,75%	19,58
Change EUR/MXN	2,35%	-16,80%	19,60
Prix du baril mexicain	0,19%	2,27%	82,77

Amérique centrale

1. GUATEMALA

Les ménages guatémaltèques ont perdu 22% de pouvoir d'achat depuis 2015. La principale cause de ce recul est l'augmentation significative de l'inflation sur la période. Selon la Banque centrale du Guatemala, les chocs d'offre et de demande provoqués par la pandémie ont créé une augmentation des prix alimentaires et de l'énergie. Les ménages guatémaltèques ont donc perdu l'équivalent de 620 GTQ (soit environ 80 EUR) par rapport au salaire minimum de 2800 GTQ (357 EUR) de 2022.

2. HONDURAS

L'incertitude du cadre juridique serait l'un des principaux obstacles à l'investissement selon le

Président du Cohep (association des entreprises privées honduriennes). Selon ce-dernier, le secteur privé serait prêt à investir, mais attend que le gouvernement stabilise le cadre juridique pour minimiser les risques. Le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCIC) a indiqué que les secteurs productifs de l'économie sont ceux qui pâtissent le plus du manque d'investissement, en raison des réglementations qui peinent à voir le jour sur les sujets de la renégociation des contrats énergétiques et des exonérations d'impôts pour les entreprises.

3. EL SALVADOR

Inauguration des nouvelles installations douanières d'El Amatillo. 28 M USD ont été investis pour moderniser les installations de la douane d'El Amarillo, afin d'augmenter ses capacités de transit. Selon Samadhy Martínez, Directrice Générale des douanes, 33 % des opérations douanières au niveau national passent par El Amarillo, qui génère à elle seule 147 M USD en commerce extérieur par an. La concrétisation de ce projet permettrait à près de 45 000 personnes de pouvoir transiter entre El Salvador et le Honduras chaque année.

Lancement de négociations pour un accord de libre-échange avec la Chine. Suite à la réception d'une donation d'engrais et de farine en provenance de Chine, le Président Bukele a annoncé son intention de négocier et finaliser un accord de libre-échange avec ce pays « dans les meilleurs délais ». Cette annonce intervient deux jours après que la Cour Suprême de Justice a rejeté une demande de la part de l'association sucrière salvadorienne de maintenir le bénéfice de l'ancien traité de libre-échange avec Taiwan (qui permettait au secteur d'exporter sans droits de douane vers l'île 80.000 t de sucre par an, soit 15 % de ses exportations totales). Dans le même temps, le vice-Président Ulloa, en tournée en Europe, a annoncé (avant de reprendre ses propos) que la Chine aurait proposé de racheter l'intégralité de la dette extérieure du pays.

4. NICARAGUA

La Banque Centrale du Nicaragua revoit ses prévisions de croissance à la baisse et ses prévisions d'inflation à la hausse. Les projections de croissance du PIB du pays pour 2022 ont été réestimées dans une fourchette de 3,5 % à 4,5 % pour fin 2022 au lieu de 4 % à 5 % déclarées il y a quelques mois. Les prévisions d'inflation ont été rehaussées par la même occasion à 9,5 %, du fait de la persistance de l'inflation au niveau mondial. Les autres organisations internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale et la CEPAL ont estimé la croissance du PIB à hauteur de 4 %, 4,1 % et 3,5 % respectivement pour 2022.

Caraïbes

1. REPUBLIQUE DOMINICAINE

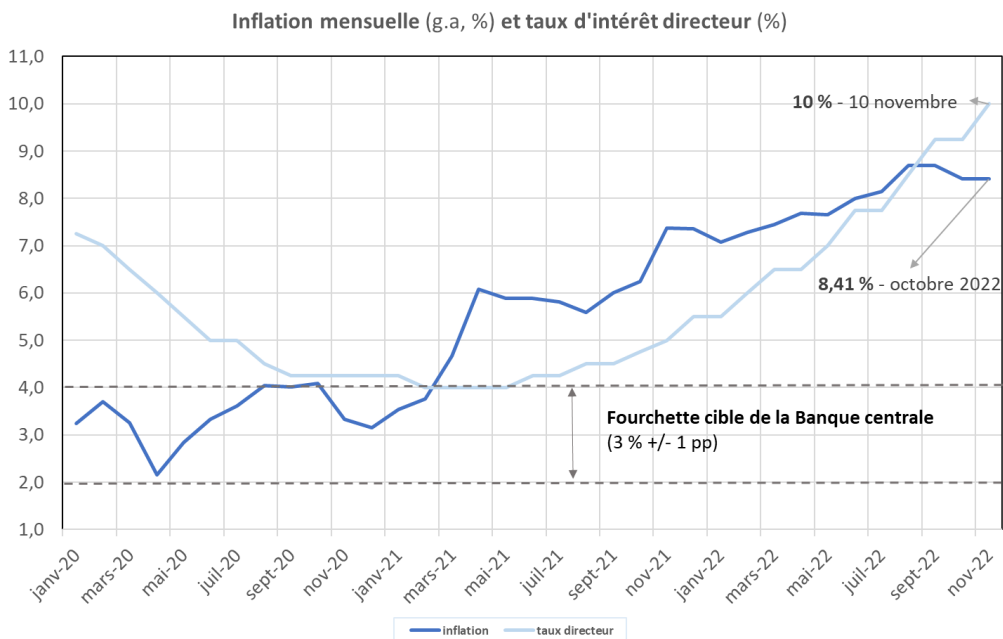
De janvier à septembre 2022, les importations dominicaines ont augmenté de 34 % en g.a. Selon la Direction générale des douanes (DGA), les importations pour la période janvier-septembre 2022 se sont élevées à 23,3 Mds USD, affichant une augmentation de 34,78 %, par rapport à la même période de l'année 2021. Selon la DGA, 81,91 % des importations sont entrées sous le régime de la consommation, 17,68 % sous celui des zones franches et les 0,41 % restants sous d'autres régimes. Les produits les plus importés dans le cadre des accords de libre-échange étaient les automobiles, représentant 20,75 % des produits importés dans le cadre de l'accord DR-CAFTA. En ce qui concerne l'Accord de partenariat économique (APE), le produit le plus importé a été les carreaux de céramique, représentant 10,9 % des produits importés sous cet accord.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

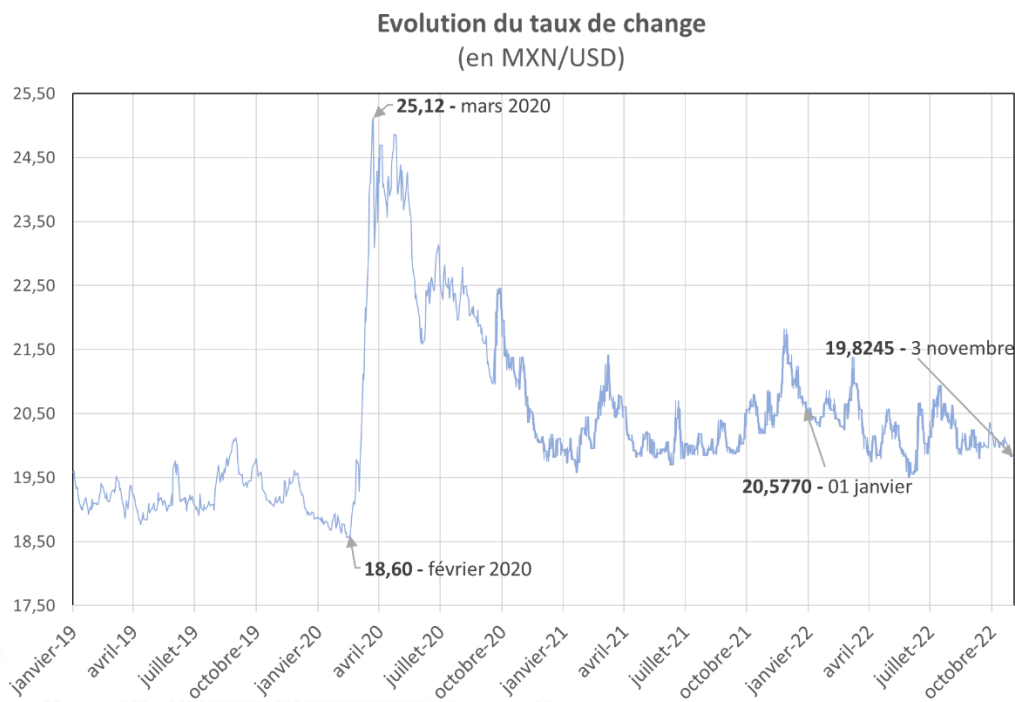
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	-1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EUI)	n/a	168 % (EUI)	+ 300 %	n/a

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 20

–Annexe Graphique – Mexique –

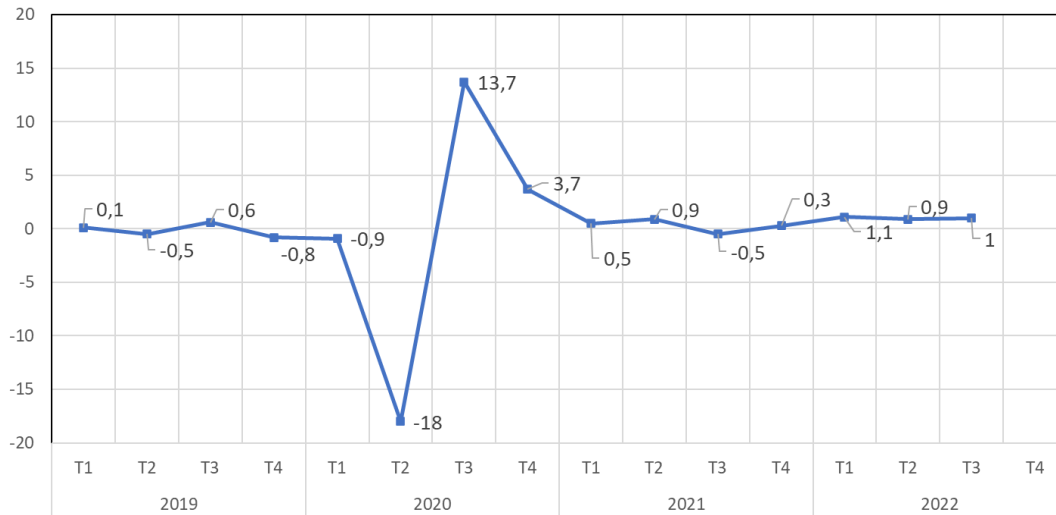


Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



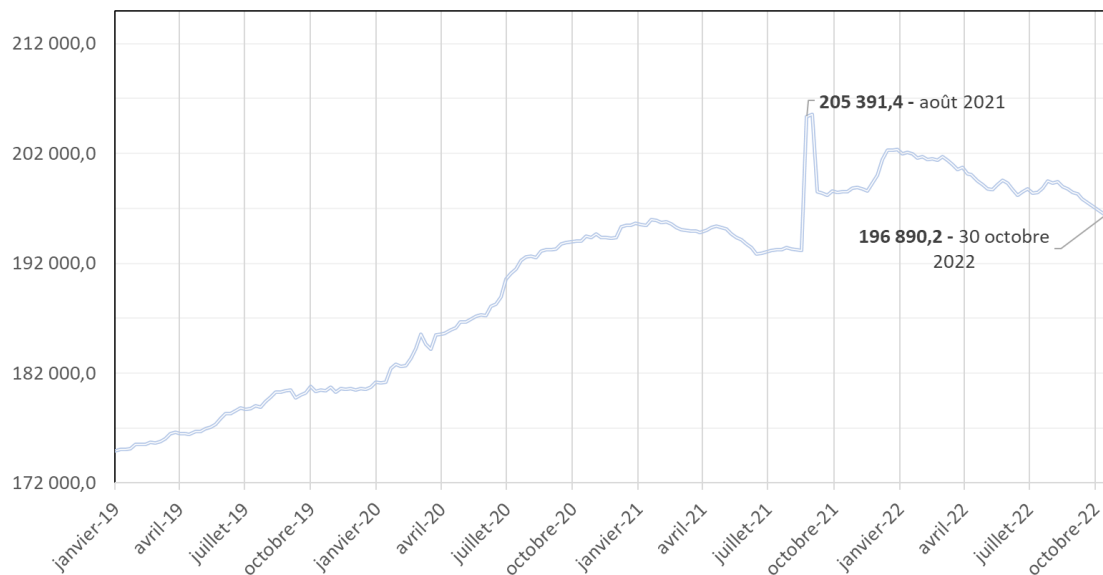
Source: Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement trimestriel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique